

DOSSIER

# Vingt ans après, un si triste anniversaire

Joe Biden comptait tourner la page  
du 11 septembre 2001.  
Le calamiteux départ d'Afghanistan  
ne va pas aider à apaiser le pays.

PAR CYRILLE PLUYETTE



Un ballet d'hélicoptères de l'US Army au-dessus de l'ambassade américaine pour évacuer en catastrophe les ressortissants américains d'Afghanistan – douloureux rappel de la chute de Saïgon en 1975 ; des milliers d'Afghans se ruant à l'aéroport de Kaboul pour quitter le pays, et s'accrochant parfois aux avions au péril de leur vie ; des talibans paradant dans le palais présidentiel... La déroute de Washington est d'autant plus cruelle qu'elle survient à quelques semaines de l'anniversaire d'un des plus grands traumatismes américains de l'époque moderne.

En fixant à l'origine au 11 septembre – avant de l'avancer au 31 août – la date du repli complet des troupes américaines, Joe Biden voulait envoyer un message fort : les Etats-Unis tournent la page de leur plus longue guerre, déclenchée dans la foulée des attentats de 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, pour punir ceux qui avaient hébergé les terroristes d'Al-Qaeda. Mais, avec le retour des talibans vingt ans après, la boucle se referme de façon amère – comme un insupportable pied de nez –, malgré les centaines de milliards de dollars dépensés et plus de 2 400 soldats américains morts au combat. Pourtant, le 8 juillet dernier encore, le président américain jugeait « hautement improbable » que les islamistes prennent le contrôle du pays et assurait qu'en aucun cas on assisterait à une réédition de la débandade vietnamienne.

Las, Biden a eu faux sur toute la ligne. Et ce fiasco final risque d'entacher sa présidence. Les signaux envoyés au reste du monde sont désastreux. La débâcle donne l'impression que le président américain – qui se présente comme le chantre des démocraties face aux autocraties – a trahi le peuple afghan et renié ses valeurs. Les pouvoirs autoritaires en tireront peut-être la conclusion que l'Amérique s'incline

désormais devant la force lorsqu'elle considère que ses intérêts vitaux ne sont pas en jeu. Défendra-t-elle à l'avenir Taïwan si l'île est attaquée par Pékin ?

En ayant si mal pensé ce départ, Joe Biden a infligé une cuisante humiliation à son pays, qui doute encore de lui-même, alors que les plaies du 11 Septembre ne sont pas complètement cicatrisées. La « nation indispensable », telle que l'avait qualifiée Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat de Bill Clinton, en 1998, s'est résolue à ne plus l'être. Les Américains, qui approuvent dans leur grande majorité ce retrait, lui pardonneront-ils la manière calamiteuse dont il s'est déroulé ?

Sans doute pas si l'Afghanistan redevient un bastion terroriste. « Les guerres ne se terminent pas lorsqu'une partie abandonne le combat. Retirer nos forces d'Afghanistan d'ici au 11 septembre ne fera qu'enhardir les djihadistes qui ont attaqué notre patrie ce jour-là, il y a vingt ans », a fustigé la députée républicaine Liz Cheney, alors que les critiques fusent dans les deux camps. Voilà qui ne va pas aider l'Amérique à s'apaiser et à se rassembler, après quatre années chaotiques de présidence Trump, ni à retrouver confiance en elle. En pulvérisant les *Twin Towers* à New York et près de 3 000 vies, les terroristes ont fait voler en éclats le sentiment d'invincibilité américain, jusque-là conforté par l'effondrement du bloc soviétique et le triomphe du modèle libéral.

Le 11 Septembre a fait apparaître une nation pétrie d'incertitudes et de peurs, lesquelles ont conduit la première puissance mondiale, après les démonstrations de force en Afghanistan et en Irak, à se replier sur elle-même, comme en témoigne l'élection de Donald Trump, et donc aujourd'hui le retrait d'Afghanistan. Vingt ans après, les effets du drame subsistent – obsession sécuritaire, peur des musulmans, défiance vis-à-vis de la politique, cauchemar de Guantanamo. Véritable Phénix – à l'image de New York, sa ville martyre –, la première puissance mondiale nous surprendra probablement encore, mais elle n'est plus toute-puissante.

Ses grands rivaux ont d'ailleurs suivi de près l'épilogue afghan. Même si elles s'inquiètent des risques d'insécurité à leurs frontières, la Chine et la Russie comptent bien étendre leur influence sur le pays, comme elles l'ont fait dans d'autres contrées délaissées par les Occidentaux. Décidément, l'anniversaire du 11 Septembre sera bien triste. ✱



Joe Biden (ici, le 15 août) décide du retrait de l'Afghanistan contre l'avis du Pentagone.

### Débâcle

## L'Afghanistan, cauchemar des quatre derniers présidents américains

La plus longue guerre de l'histoire des Etats-Unis aura été un fardeau pour chaque occupant de la Maison-Blanche. Vingt ans d'hésitations, de revirements et d'échecs.

La chute de Kaboul, dimanche 15 août, met fin à la « guerre contre la terreur » lancée au lendemain du 11 Septembre par les Etats-Unis. Les talibans occupent désormais le palais présidentiel, et Joe Biden porte une lourde responsabilité dans cette débâcle de l'armée américaine. « Cette issue n'était pas inévitable, le gouvernement des Etats-Unis a failli dans sa mission, juge Marvin Weinbaum, spécialiste de l'Afghanistan au Middle East Institute. Mais la catastrophe ne vient pas d'un seul homme, cet échec profond s'est construit depuis des années. » La guerre la plus longue de l'histoire des Etats-Unis doit beaucoup aux errements de leurs présidents, incapables de définir une stratégie durable en Afghanistan.

### George W. Bush, de la guerre éclair à la mission « civilisatrice »

Moins d'un mois après le 11 septembre 2001, les premières frappes américaines touchent l'Afghanistan. George W. Bush lance une « opération » contre le groupe terroriste Al-Qaeda et ses protecteurs, les talibans. En déroute, ces derniers quittent



le pouvoir et Washington installe un nouveau gouvernement à Kaboul, en décembre. « L'intervention américaine en Afghanistan est l'exemple parfait de la mission qui va trop loin, souligne Richard Haass, président du Council on Foreign Relations. La guerre encadrée et nécessaire de 2001 s'est transformée, au fil du temps, en une guerre massive. » Dès 2002, Bush promet « une nouvelle ère des droits de l'homme » aux Afghans et un « plan Marshall » pour développer le pays. La guerre en Irak, en 2003, fait passer Kaboul au second plan pour les Américains. Les investissements promis n'arrivent pas, et le conflit s'enlise.

### Les revirements d'Obama

Candidat pacifiste, Barack Obama hérite des guerres en Irak et en Afghanistan. S'il a voté contre l'invasion de l'Irak, l'ancien sénateur démocrate croit à la nécessité d'une victoire en Afghanistan pour mettre fin à la guerre. Poussé par le Pentagone, il double la présence de ses troupes à Kaboul dès sa première année. On dénombre alors 100 000 soldats américains sur le front.



## Chronologie

### 7 octobre 2001

Premiers bombardements américains contre les talibans en Afghanistan. Le pays abrite des bases d'Al-Qaeda, responsable des attentats du 11 Septembre.

### 13 novembre 2001

L'armée américaine prend Kaboul sans combattre, après la fuite des talibans. Un gouvernement afghan de transition est installé le mois suivant.

### 1<sup>er</sup> décembre 2009

Face à l'insurrection des talibans, Obama envoie 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan. Sur place, les forces de la coalition atteignent 150 000 hommes.

### 2 mai 2011

Ben Laden est tué par les forces spéciales américaines au Pakistan. Obama annonce un calendrier de retrait d'Afghanistan.

### 29 février 2020

Les Etats-Unis signent un accord de retrait d'Afghanistan avec les talibans au Qatar.

### 15 août 2021

Les talibans prennent Kaboul après le départ de l'armée américaine et du gouvernement afghan.

En mai 2012, un an après l'élimination d'Oussama ben Laden, Obama, triomphant, annonce que « l'objectif de battre Al-Qaeda et de l'empêcher de se reconstruire se trouve à portée de main ». Mais, après avoir organisé le retrait des troupes d'Irak en 2011, il établit un calendrier strict de retour au pays pour l'armée américaine. Malgré la montée en puissance des talibans, il rappelle des dizaines de milliers de soldats chez eux.

Puis il change de nouveau de stratégie en 2015. « Le président a observé comment Daech s'était servi du vide laissé par les Américains en Irak pour prospérer, il a voulu éviter pareil scénario en Afghanistan », justifiera son conseiller Ben Rhodes dans la presse américaine. Obama quitte le pouvoir en laissant 10 000 hommes pour épauler l'armée afghane, en grande difficulté pour contenir les talibans.

### Le deal catastrophique de Trump

Mettre un terme aux « guerres sans fin des Etats-Unis », d'abord à celle en Afghanistan, telle est la promesse phare de la campagne nationaliste de Donald Trump pour la présidentielle. Mais, comme Obama avant lui, le milliardaire new-yorkais se laisse convaincre par ses généraux du risque terroriste et envoie 4 000 soldats supplémentaires pour sécuriser le pays.

L'ex-magnat de l'immobilier décide finalement, à partir de 2018, de négocier



T. A. CLARY/AFP

directement la fin de la guerre avec les talibans, sans convier le gouvernement afghan aux discussions. En février 2020, les deux camps s'accordent pour un retrait américain au 1<sup>er</sup> mai 2021, sans véritable contrepartie. « Les talibans ne pouvaient pas espérer mieux, se désole Marvin Weinbaum. Les Américains s'en vont, et ils ont les mains libres pour instaurer un émirat islamique. Il était complètement illusoire de la part du gouvernement américain de croire que les talibans allaient partager le pouvoir... » Après sa défaite à la présidentielle, Trump décide de ne laisser que 2 500 soldats américains en Afghanistan. Tout est en place pour un désastre.

### Joe Biden, la faute morale et stratégique

Après quatre ans d'isolationnisme, Joe Biden proclame : *America is back*. Mais sur l'Afghanistan, le président de 78 ans a une opinion bien différente, et très tranchée. « Je ne transmettrai pas cette guerre à un cinquième président », assure-t-il, très marqué par l'envoi en Irak de son fils, Beau, en 2009. « Biden s'est toujours battu pour une présence américaine minimale en Afghanistan, et il est très têtu, raconte Marvin Weinbaum, qui s'est souvent confronté à l'ancien sénateur lors d'audiences au Congrès. Ils ne le diront pas publiquement, mais en privé tous ses conseillers lui ont dit de ne pas quitter l'Afghanistan de cette manière. »

Alors que le Pentagone recommande d'envoyer 2 000 nouveaux soldats pour stabiliser le pays, Biden s'appuie sur le deal passé par Trump pour quitter l'Afghanistan. « L'accord avec les talibans n'était en rien un traité de paix, mais une bonne excuse pour le départ des Américains, estime Richard Haass. Le gouvernement Biden a choisi d'honorer cet accord complètement bancal par peur que la situation ne se détériore et qu'il soit dans l'obligation de déployer de nouvelles troupes. »

En moins d'un mois, l'Afghanistan s'est écroulé, laissant place à la terreur. Joe Biden devra désormais assumer les conséquences de cette débâcle. Seul. \*



M. NGAN/AFP

CORENTIN  
PENNARGUEAR

## Entretien

# « Reculer sans s'isoler », le défi de Joe Biden à l'étranger

Pour Charles Kupchan, professeur à l'université de Georgetown (Washington DC), Joe Biden cherche le juste milieu entre isolationnisme et interventionnisme, avec un critère stratégique : contenir l'ascension de la Chine.

Conseiller de Barack Obama pendant son second mandat, Charles Kupchan a observé de près le basculement de la politique étrangère américaine ces dernières années. Moins interventionniste et plus fragile à l'intérieur, le gendarme du monde laisse désormais le champ libre à de nouveaux acteurs sur la scène internationale.

**Après vingt ans d'engagement, l'armée américaine quitte l'Afghanistan alors que les talibans ont repris le pouvoir. Que nous apprend cette guerre, la plus longue jamais menée par les Etats-Unis ?**



C. MAY/NURPHOTO/AFP

### Charles Kupchan

La situation afghane illustre à merveille la stratégie américaine depuis la fin de la guerre froide : les Etats-Unis ont voulu trop en faire. Cette approche date des années 1990 quand le politologue américain Francis Fukuyama a annoncé « la fin de l'histoire ». Il y avait alors un sentiment de triomphe aux Etats-Unis, l'idée que la démocratie avait gagné et qu'il était temps de mondialiser l'ordre libéral. Cette chimère est revenue nous hanter. En Afghanistan, nous nous sommes égarés quand la lutte contre le terrorisme s'est transformée en une mission impossible : imposer notre vision de l'Etat, avec un gouvernement central et une armée capable de vaincre les talibans.

Nous avons aussi constaté les limites de l'idéal libéral sur le plan économique. La classe moyenne américaine paie le prix de l'orthodoxie néolibérale. A bien des égards, comprendre Trump nécessite de revenir en arrière. Nous avons présumé de



BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Joe Biden au cimetière militaire d'Arlington, pour les soldats tombés en Afghanistan.

nos forces avant et après le 11 Septembre. Trump a répondu à un cri primitif qui hurlait : « Trop de mondialisation, pas assez d'Amérique. »

### Est-ce à dire que la promotion de la démocratie occidentale n'est plus d'actualité ?

Je pense qu'ici, aux Etats-Unis, elle est passée de mode. Trump a été assez explicite à ce sujet. Si Joe Biden se soucie davantage des valeurs démocratiques, l'idée de pousser à des changements de régime a perdu de son cachet. Nous sommes entrés dans une phase de plus grande sobriété.

### Comment en est-on arrivé là ?

D'abord, les Etats-Unis ont pris une douche glaciale au Moyen-Orient. Nous y avons passé vingt ans, dépensé des centaines de milliards de dollars, encouragé les printemps arabes. Qu'en reste-t-il ? L'Afghanistan est un cas désespéré. L'Irak est une filiale à 100% de l'Iran. La Syrie et le Liban s'effondrent. Deuxièmement, nous, Américains, avons vécu une expérience de mort imminente de notre démocratie sous la présidence Trump. Nous sortons de ces quatre ans avec une nouvelle appréciation de la vulnérabilité de la démocratie. Mais Trump n'est pas le seul. Il y a Orban en Hongrie, Kaczynski en Pologne, Erdogan en Turquie, et la liste

s'allonge. Enfin, la montée d'un bloc illibéral dominé par la Russie et la Chine est décisive. Avec une révolution copernicienne : la plus grande économie du monde à la fin de cette décennie sera certainement une non-démocratie. L'ordre mondial dans lequel les démocraties occidentales furent le point d'ancrage est en train de changer.

### Dans votre dernier livre\*, vous avancez que l'« exception américaine » a longtemps été liée à sa politique isolationniste. L'Amérique opère-t-elle un retour à ses fondamentaux ?

Les pères fondateurs ont fixé le cap en affirmant que l'ingérence à l'étranger se ferait au détriment de la liberté et de la prospérité à l'intérieur. Pendant près de cent cinquante ans, les Etats-Unis ont suivi ce credo. C'est avec Pearl Harbor que l'exception américaine est devenue synonyme d'interventionnisme. L'un des défis de Joe Biden aujourd'hui est de trouver le juste milieu entre isolationnisme et interventionnisme. Avec une grande question : peut-il reculer sans s'isoler ?

Cela exige une retenue qui a fait défaut à Donald Trump. Ce dernier, qui a entendu un électorat las de cette mondialisation à outrance, a appuyé à fond sur le frein, insulté ses alliés, imposé des taxes douanières. A Biden maintenant de rectifier le

tir. Le président essaie de trouver cet équilibre : d'un côté, il revient dans les institutions internationales, renoue la relation transatlantique, défend les droits humains ; de l'autre, il poursuit le retrait au Moyen-Orient et pose des garde-fous au libre-échange. Il pratique ce qu'il appelle « la politique étrangère pour la classe moyenne », une sorte d'« America First »... avec le sourire !

### Reculer sans s'isoler, c'est aussi veiller à ne pas laisser trop de place à la Chine...

L'ascension de la Chine est le nouveau prisme de la politique étrangère américaine. D'autant que la coopération entre Pékin et Moscou amplifie leurs puissances respectives. C'est pourquoi Biden doit s'atteler à les diviser. Il devra aussi éclaircir sa stratégie vis-à-vis de la Chine. Il insiste beaucoup sur l'affrontement entre démocratie et autocratie, ce qui, à mon sens, est une erreur. Je plaide pour plus de pragmatisme, moins d'idéologie. Sans compter que le récit sur ce « choc » démocraties contre autocraties pousse la Chine dans les bras de la Russie et éloigne les Etats-Unis de ses alliés démocrates. \*

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHARLOTTE LALANNE**

\* *Isolationism. A History of America's Efforts to Shield Itself from the World* (Oxford University Press, octobre 2020).